



Les enjeux politiques de l'information scientifique

*Quelle information scientifique en démocratie ?
Webinaire de Sciences Citoyennes – 16 octobre 2020
Catherine Bourgain*

Je souhaiterais partir de la question de savoir de quelle information scientifique avons-nous besoin en démocratie. Et pour y répondre, il me semble important de commencer par m'interroger sur le point de savoir, 1/ À quoi l'information scientifique est-elle sensée devoir servir ? avant de dessiner ce qui me semble être 2/ les enjeux et pistes de déploiement d'une approche renouvelée de l'information scientifique.

1. Une information scientifique à destination du grand public, pourquoi faire ?

Il y a évidemment de multiples façons de répondre à cette question, qui sont en partie complémentaires. Je ne chercherai pas aujourd'hui l'exhaustivité, mais je me contenterai d'opposer schématiquement deux missions en lien avec la question démocratique.

1.1 Une information pour permettre aux citoyens de comprendre les décisions

La première consiste à considérer que pour que les décisions politiques, de santé publique – je pense évidemment aux choix gouvernementaux actuels pour la gestion de l'épidémie de Covid, mais aussi à la vaccination ou encore en matière de priorités de recherche.... – pour que ces décisions donc soient acceptées, il faut qu'elles soient comprises. Il faut que les citoyens puissent avoir accès aux résultats scientifiques sur lesquelles elles s'appuient (ou considèrent s'appuyer) pour comprendre les raisonnements qui sous-tendent les choix faits, ou à venir. Il s'agit en quelque sorte d'aider les citoyens à se mouvoir dans un espace où les données sont là, où la science a parlé, et où les prises de décisions politiques reviendraient à tirer les conséquences de ces données, de façon rationnelle.

Cette approche repose sur au moins deux présupposés.

Premièrement, elle suppose que les instances scientifiques et professionnelles (médecins pour la santé, ingénieurs nucléaires, acteurs du monde agricole...), sont en mesure de fonctionner de façon autonome, sans influence.

- Pourtant les révélations sur les pratiques des marchands de doute et sur les stratégies de lobbying, ont donné à voir combien la science était fragile, et combien les intérêts marchands bien organisés étaient en mesure de la mettre sous influence
- Pourtant encore, les nouvelles politiques autour de l'économie de la connaissance ont assigné aux savoirs de nouvelles fonctions de « carburant de la croissance économique ». Les liens de plus en plus fins qui se tissent entre recherche académique et acteurs privés, au nom de l'innovation, de la compétitivité économique, compliquent le discours d'indépendance dans de nombreux domaines de recherche.



- Pourtant enfin, comme en témoigne le niveau des ambitions de la LPR¹ ou l'état de sous-investissement chronique dans les universités publiques que la crise Covid met à nu, le monde académique est aujourd'hui dans un état de bien grande faiblesse pour résister à ces tentatives de capture.

Ce premier présupposé d'autonomie est ainsi largement mis à mal.

Le second présupposé qui sous-tend cette approche considère que les chercheurs seuls sont à même d'identifier tous les savoirs pertinents sur une question. Autrement dit qu'ils sont à même seuls de définir ce qui pose question.

Or, pour rester sur le champ de la santé, l'intervention des patients que ce soit dans le champ du sida, du handicap ou encore de la psychiatrie depuis les années 70 a montré combien, en opposant leur expérience aux données de recherche expérimentale, les patients ont contesté les hypothèses généralement admises par les scientifiques et professionnels du soin, et combien ils ont poussé à définir de nouvelles questions, à améliorer les façons de comprendre les maladies et les façons de les prendre en charge. La démocratie sanitaire ne se réduit pas à la participation de patients dans des comités d'éthique, elle s'entend aussi de leur intégration dans la production des questions de recherche et dans la conduite de la recherche.

Je viens maintenant à la seconde approche à la question de savoir, une information scientifique, pourquoi faire ? C'est celle que nous contribuons à défendre à Sciences Citoyennes depuis bientôt 20 ans.

1.2 Une information pour permettre aux citoyens de participer au gouvernement des choix scientifiques

Cette seconde approche consiste à considérer que dans un monde où les technosciences sont de plus en plus présentes, où les expertises et rapports scientifiques sont de plus en plus mobilisés pour fonder les décisions politiques nationales et locales, en situation de grande complexité, l'information scientifique doit avoir pour objectif de permettre aux citoyens de continuer à prendre part à la délibération démocratique, de leur permettre de pouvoir continuer à contester les décisions qu'ils considèrent comme injustes, de pouvoir continuer à rejeter les choix qui naturalisent les inégalités, de pouvoir continuer à faire valoir d'autres enjeux que ceux qui fondent actuellement les décisions.

Autrement dit, l'information scientifique doit avoir comme objectif de permettre aux sciences d'entrer résolument dans le champ du débat démocratique, et pas uniquement d'entrer dans l'univers des décideurs en démocratie.

Et je parle là aussi bien des sciences faites – c'est-à-dire qu'il faut que les citoyens puissent accéder aux résultats de recherche disponibles – mais il faut aussi qu'ils aient accès aux sciences en train de se faire, aux sciences « non faites » - c'est-à-dire qu'ils doivent pouvoir poser de nouvelles questions, revendiquer de nouveaux besoins en matière de savoirs, ils doivent pouvoir questionner les présupposés et les conditions de production des savoirs disponibles.

¹ Loi de programmation de la recherche. Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur. En cours de procédure accélérée d'adoption à l'automne 2020.



2. Les enjeux et pistes de déploiement d'une approche renouvelée de l'information scientifique

C'est en partant de cette seconde conception des objectifs de l'information scientifique que je vais discuter de quelques éléments autour des modalités de son renouvellement.

Ce renouvellement ne me semble pas pouvoir passer par la mise en place d'une nouvelle institution comme un Science Media Center, d'une nouvelle académie de l'information scientifique, en charge d'arbitrer la bonne science, dans l'entre soi académique. Les enquêtes sur les Media Center en Europe ont montré combien ils étaient vulnérables aux influences privées efficacement organisées.

Les textes qui défendent cette démarche semblent vouloir renouer avec un temps béni disparu, celui où LA Science, au singulier et avec un grand S, était une institution sanctuarisée, jouissant d'une confiance et d'un prestige incontesté.

Outre que cet eldorado est en partie une construction sociale qui s'est assise sur une capacité forte de répression des oppositions, comme l'histoire du nucléaire² l'a bien montré, c'est une approche qui, comme je l'ai déjà évoqué, fait fi des influences, et ne considère que les sciences faites. Qui ne prend en compte que la façon de diffuser, d'administrer les résultats scientifiques déjà produits. Or, si l'ANSES peut aujourd'hui écrire des rapports sur les perturbateurs endocriniens, c'est que la question des effets des polluants chimiques sur la nature et la santé a été mise sur la table par des mouvements sociaux de par le monde, que ces mouvements ont contesté les expertises disponibles et qu'ils ont accompagné la montée en puissance de nouveaux savoirs, de nouvelles façons d'interroger les effets seuils, les cocktails de toxicité... bref, qu'ils ont contribué à faire émerger de nouveaux savoirs.

Il est donc important que cette information scientifique fasse place aux sciences en train de se faire, et pas uniquement aux sciences faites. Qu'elle organise une véritable place pour les controverses, en accompagnant les interrogations sur les savoirs mobilisés, les conditions sociales de leur production, en parlant aussi bien des résultats consolidés que des incertitudes.

Que cette information scientifique puisse ainsi contribuer à nourrir les échanges entre recherches académiques et société civile, comprises comme des circulations à sens multiples. C'est-à-dire pouvoir diffuser les contenus des sciences faites, informer sur les modalités de construction de ces savoirs, mais aussi de la science en train de se faire. Elle doit aussi, en retour, pouvoir entendre et relayer les interrogations ou les nouveaux besoins de savoirs exprimés par la société civile, pouvoir faire place à d'autres formes de savoirs que ceux produits dans les arènes académiques, faire place aux savoirs qui sont co-construits entre chercheurs académiques et société civile dans des démarches de recherches participatives³.

² S. Topçu. L'art de gouverner une technologie contestée. Éditions du Seuil, Septembre 2013. 352 pages.
<https://www.seuil.com/ouvrage/la-france-nucleaire-l-art-de-gouverner-une-technologie-contestee-sezin-topcu/9782021052701>

³ Pour plus d'informations sur les recherches participatives, consulter le site de Sciences Citoyennes :
<https://sciencescitoyennes.org/rptextescontenusreference-2-2/>



Une telle approche est peu compatible avec une centralisation accrue, un filtrage de la bonne science. Elle implique au contraire de pouvoir compter sur des passeurs de frontières, capables de circuler entre ces mondes, de les faire dialoguer.

Dans le cadre des recherches participatives, nous défendons avec Sciences Citoyennes le rôle des tiers veilleurs pour rendre possible le dialogue entre chercheurs et partenaires – patients, professionnels, utilisateurs...- et accompagner la longue marche de la co-construction des savoirs. De la même façon, l'information scientifique a besoin de pouvoir compter sur des « média-veilleurs », des journalistes de profils variés, de formation scientifique mais pas uniquement – il est souvent plus difficile de questionner les pré-supposés d'un domaine lorsqu'on a été formé pour l'intégrer – qui s'engagent dans ces zones frontières et participent à la construction de cette information scientifique pour le débat démocratique. Peut-être qu'il y a, là à repenser les dispositifs d'accompagnement, de formation des journalistes. Je suis trop peu connaisseuse pour m'y risquer.

Elle a aussi besoin que des chercheurs s'engagent dans ces frontières. La pratique de la recherche participative et les déplacements épistémiques et pratiques qu'elle impose, est une façon de s'engager dans ces zones frontières. Un premier espace de formation des chercheurs à ces dialogues plus larges avec la société civile. Il faut pouvoir encourager ce type d'engagements. Les valoriser dans les parcours professionnels des chercheurs. Il s'agit bel et bien d'un travail qui entre dans leur mission de service public. De la même façon, les acteurs associatifs ou les patients qui sont engagés dans des projets de co-construction scientifique, de recherche participative, sont susceptibles, eux aussi, d'habiter ces frontières, et de venir nourrir les troupes d'une démarche renouvelée, décentralisée, diversifiée de production d'information scientifique.

Ainsi, le renouvellement de l'information scientifique doit aussi pouvoir s'appuyer sur des dispositifs de promotion de la recherche participative, sous toutes ses formes.

3. Conclusion

La tentative d'autoritarisme au nom de LA Science, que constitue la proposition du Science Media Center et les arguments qui ont été avancés par ses promoteurs, sont finalement le signe d'une grande faiblesse. Face aux doutes, à la dérégulation de l'information scientifique, la solution serait que le monde académique verrouille les choses et se pose en distributeur de vérités scientifiques, à usage démocratique. Il me semble moi qu'un tel dispositif, une telle fermeture va au contraire concentrer les critiques déjà formulées, sur les captures de la science par des intérêts bien organisés, sur la confiscation du débat démocratique par une oligarchie experte, et poursuivre l'entreprise de dé-crédibilisation des sciences. Il y a un peu de la ligne Maginot dans cette démarche, si ce n'est pas du Titanic.

L'alternative que nous proposons à Sciences Citoyennes, est au contraire un pari sur l'ouverture. C'est aussi, selon moi, une approche plus pragmatique. Plus pragmatique en ce qu'elle prend acte de la défiance dont certaines pratiques scientifiques font l'objet, et des moteurs de cette défiance. Une alternative qui prend acte des conditions de production des savoirs scientifiques et de leurs effets sur nos démocraties.



Evidemment, parce que c'est un pari, elle contient une part d'indétermination, elle demande à être complétée, expérimentée. Ce n'est pas une solution clé en main, une institution miraculeuse pour sauver le monde des fake sciences. C'est une dynamique, une direction, un état de vigilance. Mais c'est une approche qui fait le pari de l'intelligence collective. Une approche qui considère que la constitution et la mobilisation de communautés tournées vers le bien commun, issues de la science, de la société civile et des médias, que ces communautés sont les forces que nous devons constituer et sur lesquelles nous devons nous appuyer pour faire face aux dérégulations, marchandes, populistes, largement individualistes à l'œuvre dans l'information scientifique, comme ailleurs du reste.

C'est un appel à ne pas désertier ces frontières entre sciences et société, mais au contraire à les occuper avec un sens aiguisé de la responsabilité, parce qu'il s'agit d'espaces hautement politiques, où se jouent des enjeux majeurs pour nos démocraties.